

Loi Touraine sur la santé

UNE ATTAQUE MAJEURE CONTRE LES HÔPITAUX ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement vient de remettre aux autorités de Bruxelles son «*programme national de réformes*», cela en application des traités européens, en particulier le TSCG.

En réponse aux exigences de la Commission européenne qui affirme que le pacte de responsabilité était insuffisant, le gouvernement Hollande-Valls a annoncé 9 milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses publiques.

Dans tous les domaines, le gouvernement s'attaque aux droits ouvriers et démocratiques.

Le 14 avril, la loi Touraine a été adoptée par les députés en première lecture. Marisol Touraine, en présentant sa loi, explique : «*Il s'agit de remettre en cause un système centré sur l'hôpital* » ; et précise : «*Le dispositif fera en sorte que les patients n'aient plus accès à l'hôpital qu'en dernier recours* ».

La loi Touraine, c'est la régionalisation accentuée de la santé avec l'article 27 qui impose le regroupement des établissements de santé sur un même territoire ; régionalisation accentuée puisque les Agences régionales de santé deviennent responsables de la «*maîtrise des dépenses de santé et d'assurance maladie* ».

Or, encore aujourd'hui, la Sécurité sociale, en particulier sa branche maladie, reste nationale.

C'est cela qui serait remis en cause avec des budgets régionaux.

La loi Touraine, c'est aussi :

- la mainmise des assurances privées sur la Sécu sous prétexte de tiers payant ;
- la chirurgie dite « ambulatoire » : le patient renvoyé chez lui au lendemain de l'opération, voire le jour même ;
- la suppression de 22 000 postes dans les hôpitaux ;
- des auxiliaires médicaux appelés à porter des diagnostics, des prescriptions médicales ou d'exams à la place des médecins ;
- la suppression d'activités et de services entiers dans les hôpitaux ;
- les médecins sommés de réduire leurs prescriptions de prothèses, de médicaments...

Le 9 avril dernier, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté et fait grève contre la loi Macron et le pacte de responsabilité, deux mesures qui concentrent la soumission du gouvernement Hollande-Valls aux institutions de l'Union européenne.

La défense du droit aux soins exige aujourd'hui que la loi Touraine soit retirée !

Prenez connaissance du dossier complet sur la loi Touraine dans *Informations ouvrières*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris